

Le calvaire des Kurdes

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

Les Kurdes sont une population majoritairement sunnite répartie sur une surface de plus de 500 000 kilomètres carrés au Moyen-Orient. Ils forment une population de 35 millions d'âmes : 8 millions en Iran, 7 millions en Irak, 2 millions en Syrie et 18 millions en Turquie. En 1920, le traité de Sèvres ratifié par la majorité des puissances alliées de la première Guerre mondiale avait prévu l'établissement d'un territoire autonome des Kurdes. Le traité de Lausanne subséquent de 1923 se fit au détriment des Kurdes car cette recommandation de territoire autonome fut ignorée.

La reconnaissance linguistique et l'aspiration à l'autonomie ou à l'indépendance des Kurdes ont été généralement réprimées. Ainsi, en Iran, il y eut des soulèvements kurdes sporadiques. En Irak, durant l'opération Anfal en 1968, le dictateur Saddam Hussein ordonna la destruction de 2000 villages kurdes. Une centaine de milliers de Kurdes périrent, certains par des gaz toxiques. Mais depuis la guerre du Golfe de 1991, les Kurdes du nord de l'Irak ont pu jouir d'une autonomie croissante et ont formé un gouvernement régional du Kurdistan en 2005. Ils ont surmonté leurs dissensions internes, disposent de leur propre force de sécurité des Peshmerga et planifient un référendum sur l'indépendance du Kurdistan. En Turquie même, il y eut près de 40 000 morts durant les 15 dernières années de la révolte du mouvement kurde gauchiste du PKK. Les négociations entamées en 2012 avec Abdullah Ocalan leader du PKK avaient semblé aboutir lorsque ce dernier offrit de déposer les armes et de rechercher une solution politique. Le cessez-le-feu a prévalu depuis le mois de mars 2013.

Au cours de la guerre civile en Syrie, les Kurdes syriens ont tenté de rester loin de la mêlée, mais l'arrivée de l'État islamique a bousculé leur agenda. Alors que la ville kurde de Kobané était dans un état désespéré car assiégée par les forces de l'État islamique, la Turquie a empêché les renforts kurdes de s'y rendre et aussi refusé que la base aérienne américaine d'Incinlik sur son territoire puisse être utilisée afin de mener la guerre contre l'État islamique. En outre, la Turquie a acheté du pétrole

au rabais à l'État islamique auquel elle a vendu des équipements tout en laissant passer des djihadistes à partir de son territoire. Malgré cela, les Kurdes de Syrie qui ont bénéficié de l'appui aérien américain ont remporté quelques victoires. Tout récemment, la Turquie a décidé de bombarder des forces de l'état islamique, mais a réservé la majorité de ses attaques contre les positions kurdes de Syrie et d'Irak. Bien des observateurs se demandent si la permission accordée pour l'utilisation de la base américaine de Turquie n'a pas été donnée au détriment des intérêts kurdes...

Le président Erdogan a proclamé au mois de juin : « Nous ne permettrons jamais l'établissement d'un pays entre le nord de la Syrie et notre frontière sud. » Le premier ministre turc Ahmet Davutoglu a déclaré : « La Turquie ne peut rester passive alors que des militants kurdes, gauchistes et islamistes (noter l'ordre) prennent la Turquie pour cible. » Le gouvernement turc ne veut pas avoir à sa frontière une zone d'autonomie kurde, car cette autonomie pourrait faire tache d'huile en Turquie même. Lorsque la ville syrienne de Tel Abyad est tombée entre les mains des militants kurdes du YPG - la branche syrienne du PKK - 50% de la frontière turque était en voie d'être contrôlée par les Kurdes et des menaces ont été proférées par les autorités turques à l'endroit du YPG accusé de nettoyage ethnique.

Un autre facteur d'ordre intérieur est intervenu dans ce revirement : les dernières élections ont donné une majorité relative de près de 41% au parti islamique AKP, 25 % au parti social-démocrate CHP, 16% au parti d'action nationaliste MHP et 13% au parti kurde du HDP. Cette dernière formation a réussi l'entrée au parlement turc en dépassant le seuil nécessaire des 10% des voix aux élections législatives du mois de juin 2015, entravant ainsi l'obtention de la majorité parlementaire par le parti islamique de l'AKP, majorité dont ce parti jouit depuis treize ans. Qui plus est, son leader Demitras a rallié de nombreux libéraux, féministes et gauchistes qui se sont reconnus dans sa vision laïque et libérale. Frustré du fait qu'il ne puisse former une coalition majoritaire, le président Erdogan a entamé des procédures visant à ôter l'immunité parlementaire de Demitras qu'il accuse d'avoir des sympathies avec des groupes terroristes. En empruntant la voie nationaliste antikurde, Erdogan tente de discréditer le parti HDP et son leader Demitras. Il essaie de rallier des

nationalistes sous sa houlette si de nouvelles élections devaient se tenir, car la nouvelle coalition gouvernementale tarde à se former.

Décus par les entraves apportées à la voie démocratique, les Kurdes de Turquie se retrouvent acculés au pied du mur. Il devient clair que le ralliement de la Turquie à la lutte contre l'État islamique a offert un prétexte tout trouvé pour mieux s'attaquer aux Kurdes¹ et limiter par tous les moyens leurs aspirations nationales. Les multiples discriminations des Kurdes du Moyen-Orient sont loin de finir. Leur calvaire continue.

¹ L'OTAN a un pacte de défense qui l'engage à défendre ses pays membres, dont la Turquie. Alors que les attaques aériennes américaines au nord de la Syrie sont coordonnées avec les Kurdes de Syrie, les attaques turques contre les forces kurdes et la réaction possible de ces derniers contre la Turquie constitue une situation particulièrement délicate.